

Société en changement et nouveaux mouvements sociaux Changing Society and New Social Movements

Alberto MELUCCI

Volume 10, numéro 2, octobre 1978

Changement social et rapports de classes

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/001496ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/001496ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Résumé de l'article

À partir des nouveaux conflits de classe propres aux sociétés industrielles avancées, l'auteur s'interroge sur les mouvements sociaux originaux qui les caractérisent aussi. Une description des principales dimensions de ces mouvements amène à y voir deux contenus privilégiés : la centralité du corps et une utopie régressive à contenu religieux. Le rôle essentiel de la sociologie face à ces phénomènes est finalement esquissé.

Éditeur(s)

Les Presses de l'Université de Montréal

ISSN

0038-030X (imprimé)

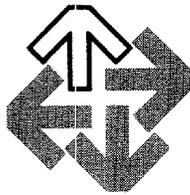
1492-1375 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

MELUCCI, A. (1978). Société en changement et nouveaux mouvements sociaux. *Sociologie et sociétés*, 10(2), 37–54. <https://doi.org/10.7202/001496ar>

Société en changement et nouveaux mouvements sociaux



ALBERTO MELUCCI

La question théorique posée par l'analyse des mouvements sociaux qui apparaissent dans les sociétés capitalistes avancées est de savoir si on se trouve en face de nouveaux conflits de classe. Au-delà de l'intérêt pour la nouveauté des formes et des objectifs de l'action collective, le problème central d'une sociologie des mouvements sociaux reste la définition des conditions d'apparition d'un mouvement de classe. Je me propose non pas de répondre de façon satisfaisante à cette question générale, mais d'avancer quelque peu dans la réflexion sur ces problèmes, en reliant une démarche théorique à des éléments d'observation sur les nouveaux mouvements sociaux.

I. UNE DÉFINITION DES MOUVEMENTS SOCIAUX

Dans la tradition sociologique, l'analyse des mouvements sociaux recouvre un champ de conduites qui vont du *collective behavior* et des phénomènes de foule jusqu'aux révolutions. Il faut donc délimiter l'objet et définir des critères qui permettent de distinguer parmi les conduites.

Je définis l'action collective comme l'ensemble des conduites conflictuelles dans un système social. Une action collective implique la lutte de deux acteurs, dont chacun se caractérise par une solidarité spécifique et s'oppose à l'autre

pour l'appropriation et la destination de valeurs et ressources sociales. Cette définition générale indique un premier niveau de l'action collective. Elle exige, pour être complète, une deuxième condition, qui spécifie en même temps le deuxième niveau de l'action collective. *L'action collective comprend aussi toutes les conduites qui cassent les normes institutionnalisées dans les rôles sociaux, qui débordent les règles du système politique et/ou qui attaquent la structure des rapports de classe d'une société.*

J'appelle *action conflictuelle* l'action collective qui répond seulement à la première condition. J'appelle *mouvements sociaux* les conduites collectives qui répondent à la première et à la deuxième condition.

Il faut noter que la deuxième condition est subordonnée à la première. La dimension «dépassement des limites du système considéré» peut entrer dans l'analyse seulement si la première condition, l'existence d'un conflit, est remplie. C'est seulement dans ce cas qu'on peut parler d'un mouvement social. Par contre, la simple présence d'un conflit ne qualifie pas un mouvement social. Si le conflit ne dépasse pas les limites du système politique ou du système organisationnel considéré, on aura plutôt affaire à une compétition politique ou à une opposition d'intérêts à l'intérieur d'un cadre normatif donné. Je crois que le terme d'action conflictuelle correspond à ce type de conduites. D'autre part, la simple rupture des règles ou le refus des normes ne suffit pas à identifier un mouvement social, qui exige la présence de deux acteurs en lutte pour un enjeu commun. S'il y a seulement rupture des règles, on pourra parler, au sens propre, de *déviance*.

Ces catégories générales doivent être maintenant spécifiées par rapport aux différents niveaux de la structure sociale (rapports de classe, système politique, système de rôles). On peut parler d'*action conflictuelle revendicative* et d'*action conflictuelle politique*, quand il y a présence d'un conflit à l'intérieur des limites d'une organisation ou d'un système politique donné. On ne peut pas parler d'action conflictuelle «de classe» (dans le sens donné ici au terme action conflictuelle) car, par définition, l'action de classe dépasse les limites institutionnelles du système et met en question ses rapports fondamentaux. Puisqu'elle attaque les fondements du mode de production, l'action de classe se situe toujours, en quelque mesure, au delà des normes de l'organisation sociale et des règles du jeu politique.

En ce qui concerne les mouvements sociaux, il faudra parler d'abord de *mouvements revendicatifs*. Les conduites collectives se situent au niveau d'une organisation sociale donnée et luttent contre le pouvoir qui gère un système de normes et de rôles. L'action vise une répartition différente des ressources, une adaptation fonctionnelle de l'organisation, une distribution des rôles. Mais elle tend en même temps à casser les limites institutionnelles de l'organisation et à dépasser son cadre normatif. Le conflit sort de l'organisation et se déplace vers le système politique. Les *mouvements politiques* sont des actions collectives qui tendent à élargir la participation politique et à améliorer la position relative de l'acteur dans les processus de formation des décisions. Mais ces mouvements politiques n'agissent pas strictement à l'intérieur du système politique existant; ils cherchent à le dépasser, en ouvrant

des canaux nouveaux pour l'expression de la demande politique, en poussant la participation au-delà des limites actuellement prévues.

Le problème théorique fondamental est cependant celui des *mouvements de classe*. Analytiquement je les définis comme des *actions collectives qui tendent à l'appropriation et à l'acheminement de la production sociale*. La nature analytique de la définition montre qu'aucun mouvement social concret ne peut se réduire à une pure demande de classe, car l'action collective se situe toujours à l'intérieur d'un cadre politique et organisationnel donné. Il faut donc aborder deux questions théoriques, celle de l'articulation des conduites de classe dans un système de rôles et dans un système politique et celle des critères empiriques d'identification d'une conduite de classe.

Dans une organisation, le pouvoir qui impose les normes, qui attribue les statuts et les rôles, qui maintient l'équilibre entre le fonctionnement et les échanges, n'est jamais une simple autorité fonctionnelle. Le pouvoir dans l'organisation transcrit des rapports de classe et en assure la reproduction. On pourra parler donc d'un *mouvement revendicatif de classe* quand l'action collective à l'intérieur d'une organisation non seulement en dépasse les limites et en discute les normes, mais attaque l'origine même du pouvoir. Ce qui est mis en question c'est le lien entre l'organisation et les intérêts de la classe dominante, la finalisation du fonctionnement (soi-disant « neutre ») de ces intérêts.

Dans le système politique, l'existence de rapports de classe se manifeste par la défense des limites du jeu politique, qui ne doit pas toucher aux fondements de la domination; et encore par l'assurance d'un contrôle hégémonique des forces politiques qui agissent plus directement en fonction des intérêts dominants. Les *mouvements politiques de classe* sont des actions collectives qui non seulement visent un élargissement de la participation politique par une rupture des règles du jeu, mais qui mettent directement en question l'hégémonie des forces politiques dominantes et leurs liens avec les intérêts de classe.

Il paraît difficile de parler de mouvements de classe à l'état pur, sans aucune médiation du système politique et de l'organisation sociale. Je crois quand même que la situation contemporaine nous indique des transformations sur lesquelles j'aurai l'occasion de revenir. Dans des sociétés peu différenciées et où l'État avait un rôle fondamental d'unification et de centralisation, les mouvements sociaux ne pouvaient pas s'exprimer sans la médiation d'une action collective liée à l'organisation ou au système politique. La différenciation croissante de la société et l'autonomie accrue des différents systèmes qui la composent tendent à séparer l'action de classe de ses médiations institutionnelles ou organisationnelles. On voit ainsi apparaître des embryons de mouvements « purs », qui posent le problème du contrôle des ressources collectives (la nature, le corps, les relations interpersonnelles) en des termes directement culturels. Le manque de toute médiation révèle aussi la faiblesse de ces mouvements. Mais ils semblent anticiper, de façon embryonnaire, la possibilité de mouvements « sauvages » de classe, qui refusent toute médiation politique ou revendicative.

II. L'IDENTIFICATION DES CONDUITES DE CLASSE

Venons-en maintenant au problème de l'identification des conduites de classe, compte tenu du fait qu'elles se manifestent toujours par la médiation d'un système politique et d'une organisation sociale donnée. Comment distinguer donc les mouvements de classe des mouvements revendicatifs ou politiques? Évidemment l'idéologie et les représentations des acteurs sont des indicateurs à prendre avec la plus grande prudence et à utiliser seulement après que d'autres conditions aient été remplies. Sans prétendre épuiser le cadre des conditions possibles, je retiens les critères empiriques suivants.

a) Il faut d'abord une analyse du mode de production et de la structure productive. Peut-on identifier les acteurs impliqués par rapport à la production et à l'appropriation des ressources? ou bien sont-ils définissables, *de manière exclusive*, dans les termes du système où l'action se situe (acteurs politiques, porteurs de rôles)?

b) Une grande importance doit aussi être donnée aux contenus et aux formes d'action. Un mouvement de classe produit des actions qui mettent en question le système de domination. L'indicateur le plus significatif est, dans ce cas, la *non-négociabilité* des objectifs et l'*incompatibilité* des formes d'action adoptées, par rapport aux mécanismes qui assurent le pouvoir dans l'organisation et l'hégémonie des intérêts dominants dans le système politique.

c) La réponse de l'adversaire. L'intervention du système de domination par la répression et le contrôle social est un indicateur très important de la signification de l'action collective. La classe dominante réagit là où elle voit ses intérêts menacés, et elle ne peut pas se permettre des erreurs importantes dans l'interprétation du sens de l'action collective. Quand l'action avance des demandes de classe, la réponse de l'adversaire se déplace normalement au niveau supérieur à celui qui est directement touché. Une action revendicative qui attaque directement le pouvoir dans l'organisation provoque l'intervention du système politique et de l'appareil répressif d'État. Un mouvement politique qui dépasse les limites de la participation pour investir des intérêts fondamentaux de la classe dominante, provoque la réaction directe de cette classe (blocage des investissements, fuite des capitaux, crise économique, intervention étrangère).

d) C'est seulement à ce moment qu'on pourra considérer la façon par laquelle les acteurs définissent leur action, en particulier celle par laquelle ils se définissent en tant que groupe, identifient l'adversaire et l'enjeu du conflit. Un mouvement de classe tendra, dans le langage de son système culturel, à décrire la situation comme une lutte entre celui qui produit et celui qui s'approprie des ressources sociales. L'enjeu de cette lutte sera toujours, de façon directe ou indirecte, le contrôle et la destination de ces ressources, c'est-à-dire du mode de production de la société.

On peut proposer les mêmes observations par un autre biais, en analysant les variations dans les dimensions du conflit, quand on passe de mouvements revendicatifs à des mouvements politiques, et à des mouvements de classe. D'abord, en ce qui concerne l'enjeu du conflit, on peut supposer un *contenu symbolique* croissant et une *divisibilité* décroissante. Un mouvement de classe se bat pour des enjeux qui touchent directement à l'identité des acteurs. On

n'a pas affaire simplement à des mesures matérielles ou à des avantages immédiats, mais aux orientations de la production sociale, à la volonté de donner une autre destination aux ressources sociales contre l'appropriation particulière qu'en fait la classe dominante. Pour cette même raison, plus on s'approche des mouvements de classe, moins les enjeux sont divisibles, négociables. Les conflits dans l'organisation ou dans le système politique permettent plus facilement des stratégies et des négociations partielles. Une autre dimension est la *réversibilité* décroissante des conflits quand on passe des mouvements revendicatifs aux mouvements de classe. La solution des conflits est d'autant plus difficile qu'augmente l'importance collective de l'enjeu. C'est pour cette même raison qu'en diminue aussi la *calculabilité*. Le rapport entre coûts et bénéfices, le calcul des résultats des différentes alternatives d'action, sont plus faciles quand l'enjeu est plus directement quantifiable et les solutions prévisibles. Enfin le conflit tend à devenir à *somme zéro* à mesure qu'on s'approche des mouvements de classe. Dans l'affrontement des classes, l'enjeu n'est pas divisible et la victoire d'un adversaire signifie échec de l'autre. Ce qui n'arrive pas dans les organisations ou dans le système politique, où chacun peut aspirer à des avantages partiels et où une victoire établit seulement un bilan relatif des gains et des pertes.

Ces quelques remarques, plus qu'une proposition systématique, se veulent l'indication d'une méthode. Dans la complexité des conduites empiriques, l'action de classe est toujours entrelacée à d'autres significations et à d'autres contenus. Ce n'est pas par hasard que la classe dominante tend toujours à nier l'existence d'une action de classe et à en réduire le sens, soit en termes de déviance, soit dans le cadre des problèmes organisationnels ou politiques. L'analyse doit au contraire traiter l'action collective comme un signe, en déchiffrant ses significations multiples.

III. LA FORMATION DES MOUVEMENTS DE CLASSE

Il faut maintenant retrouver la question posée au départ. Un mouvement de classe est un mouvement porteur d'un conflit qui investit le mode de production, d'appropriation et de destination des ressources sociales. Mais, si on ne veut pas naturaliser les rapports sociaux, il faut donner un fondement au conflit des classes. En poussant l'analyse jusqu'à ce fondement, on pose les conditions pour la reconnaissance des nouveaux conflits de classe, parce qu'on établit la logique structurelle de formation d'un mouvement.

Le point de départ d'une sociologie des mouvements sociaux est que le conflit des classes est une dimension structurelle, synchronique du système. Mais l'existence d'un antagonisme structurel doit être fondée socialement, si on ne veut pas l'attribuer à une détermination mécanique, ou bien à la « nature humaine ». Autrement le conflit des classes devient une dimension originelle, métaphysique, de la société. On est renvoyé dans ce cas à des contradictions nécessaires du système (d'où viennent-elles, à leur tour ?) et les rapports sociaux sont réduits au rang des rapports naturels, privés de leur sens propre. Ou bien, il faut avoir recours à une anthropologie quelconque, qu'elle se présente sous la forme positive de la révolte de la nature humaine qui se

réapproprie son essence, ou sous la forme négative du *homo homini lupus* ou d'une vocation naturelle à la domination. L'opposition des classes est ramenée aux instincts ou à l'essence de l'homme, à la nature des élites et des masses. Déterminisme et humanisme, positif ou négatif, sont la négation de la sociologie.

Il faut donc admettre que le conflit n'est pas une dimension originaire, mais un fait à expliquer en termes de relations sociales. Ce qui équivaut à dire qu'il faut admettre un espace analytique qui précède les rapports de classe et d'où on peut déduire ces rapports. J'appelle cet espace une théorie de la production ou du rapport à l'objet. Le capitalisme industriel nous a habitués à lier les rapports de classe à la production matérielle, au travail qui transforme la nature. Je crois qu'il faut arriver à une théorie de la production comme rapport social aux objets, qui soit progressivement libérée de son héritage historique lié à la société industrielle et qui corresponde davantage aux conditions de production du capitalisme post-industriel.

Dans le seul but de poser plus clairement ce problème et d'indiquer une voie pour la réflexion, j'essayerai de formaliser davantage cet espace analytique. Je définis la production comme formation ou transformation d'objets par l'application à une matière première de certains moyens, à l'intérieur de certains rapports sociaux. Les composantes analytiques de la production sont donc : a) *l'action*, b) *une matière première*, c) *des moyens de production*, d) *un rapport social*. La formation ou transformation d'objets se fait donc à l'intérieur d'un rapport social et d'une double limitation « non sociale », qui marque le caractère anti-idéaliste de la définition : il y a des conditions, qui représentent le système de contraintes d'où sort la production. Le milieu naturel de l'action (matière première) et sa base instrumentale (moyens de production) empêchent de la représenter comme le produit volontariste de l'essence humaine. La production sociale est une partie de la nature, dont la spécificité est d'être en même temps le produit de rapports sociaux. La production est un processus naturel, une transformation de l'environnement, mais elle est aussi production de sens et rapport social. Le rapport de l'homme avec ses œuvres est l'affirmation d'une identité, c'est-à-dire la *reconnaissance* du produit comme effet de l'action du producteur. Mais l'attribution de quelque chose à quelqu'un est en même temps un rapport social, implique la *réciprocité* de cette reconnaissance. L'identité sociale est l'attribution d'une appartenance, la relation à l'intérieur de laquelle on reconnaît et on est reconnu. La production est capacité sociale de reconnaissance de ses œuvres, c'est-à-dire volonté d'*appropriation* et de *destination* du produit. Mais cette orientation n'est pas fondée sur une « nature humaine », sur une sorte d'humanisme originaire du travail ; elle est déjà un rapport social. La production est un rapport qui implique la reconnaissance réciproque de l'identité (sociale et personnelle) des producteurs et qui permet, sur cette base, l'échange. L'échange, et encore plus le don, sont les rapports sociaux qui témoignent plus directement de l'existence de la situation de reconnaissance-appropriation de ses œuvres de la part du producteur. L'échange et le don deviennent possibles parce que le producteur reconnaît ses œuvres comme les siennes et parce qu'il y a réciprocité de cette reconnaissance. *Production-reconnaissance-appropriation-destination* sont les composantes analytiques de la production en tant que rapport social. Produire signifie aussi disposer de la

destination du produit sur la base de la reconnaissance réciproque des producteurs.

À partir de la construction de ce niveau analytique qui précède les rapports des classes, on peut réfléchir sur le processus de formation des classes et de leurs antagonismes, et sur les formes différentes que le conflit peut assumer. Sur le plan analytique, le mode de formation de classes peut être toujours ramené à la rupture de la réciprocité de la reconnaissance et donc à la séparation entre production-reconnaissance et appropriation-destination. La forme de cette rupture ne peut venir que de l'analyse historique et de l'anthropologie comparée des sociétés humaines. L'augmentation de la division du travail naît d'un changement des rapports avec l'environnement, comme l'expansion des échanges, la transformation des conditions naturelles de production, l'épuisement ou la découverte de ressources, etc. Cela implique une *délégation des fonctions de direction* dans les rapports de production, c'est-à-dire le contrôle d'un groupe particulier sur la *destination* des ressources produites. La délégation suppose une réciprocité de la reconnaissance entre les deux groupes. Tant que le contrôle sur la fonction déléguée est maintenu, il y a aussi permanence de la relation production-reconnaissance-appropriation-destination. Quand l'augmentation de la division du travail et de la complexité du système réduit ce contrôle, la relation se casse et la réciprocité de la reconnaissance disparaît. Chacun reconnaît ses œuvres, mais refuse à l'autre cette reconnaissance et tend à s'identifier à la totalité du champ social.

Les classes naissent donc comme des groupes qui luttent pour l'appropriation et la destination de la production sociale. Leur antagonisme, déséquilibré par le rapport dominant-dominé, marque structurellement le système social et fonde l'action collective.

IV. MOUVEMENTS ET CHANGEMENT

La plupart des théories de l'action collective attribuent la naissance des mouvements sociaux ou bien à la décomposition du système social ou bien à la formation de nouveaux intérêts, de nouvelles formes de solidarité et d'identité collective. Mais, avant d'entrer dans la discussion de cette dichotomie, ce qui frappe d'abord dans la plus grande partie des théories suivantes est le fait qu'elles présupposent, directement ou indirectement, *le changement comme un donné*. Qu'on attribue l'action collective à la décomposition du système ou à l'apparition d'intérêts nouveaux, il y a toujours un changement, dont la nature et les causes restent en dehors du modèle.

Cet élément présupposé me paraît le produit d'une sorte d'historicisme naïf, qui pense au changement comme un processus naturel et continu de la société et qui s'occupe seulement des effets de ce processus. En réalité, les théories auxquelles j'ai fait référence sont des théories de *l'activation des facteurs* de l'action collective, mais elles ne nous disent rien sur la *cause structurelle* de ce phénomène. Elles nous disent *comment* l'action collective se manifeste et non *pourquoi*. Quelques-unes sont explicitement des théories de l'activation des facteurs : dans ce cas, le changement est assumé correctement comme point de départ du modèle, comme un *input* pour la construction de

l'explication. On ne peut pas alors reprocher à la théorie de ne pas expliquer le changement. Mais, dans la plupart des cas, on prétend donner une explication causale, structurelle de l'action collective. Le lien entre changement et action collective devient alors un artifice par lequel on cache le manque d'une théorie du changement.

La plupart des théories courantes considèrent le changement comme une variable extérieure au système d'explication adopté. Cela veut dire que quand, dans un système social, apparaissent des conduites collectives, le changement qu'on suppose être à la base de ces conduites doit être toujours considéré d'origine extérieure. Comment expliquer par exemple l'apparition d'une tension (*strain*), ou l'augmentation des attentes (*rising expectations*) ou le déséquilibre des moyens pour y répondre? Le progrès économique est souvent une sorte de *deus ex machina* auquel on attribue beaucoup de transformations, mais il est clair qu'il reste à son tour un phénomène qu'il faut expliquer. Il n'y a pas beaucoup d'alternatives. Ou bien on se réfère seulement à des causes exogènes, en réduisant toujours le changement à une variable extérieure, ou bien on admet que le changement a aussi une origine interne au système. Dans le premier cas, il faut nier l'interdépendance croissante des systèmes et considérer comme externes des variables qui en réalité appartiennent structurellement au système considéré. Par exemple, il faut soutenir que l'intervention d'une multinationale dans un pays capitaliste est une variable extérieure seulement parce que le siège de la firme se trouve dans un autre pays. Cela peut être vrai du point de vue du système politique, mais il est évidemment difficile de considérer cette intervention comme une variable extérieure du point de vue des rapports de classe. Dans le deuxième cas, si on admet l'origine endogène du changement, il faut que les mêmes catégories utilisées pour expliquer l'action collective expliquent aussi le changement. Autrement, on aurait un système explicatif contradictoire qui n'est pas capable de justifier toutes les variables qu'il introduit.

Donc, de deux choses l'une. Ou on attribue le changement seulement à des causes exogènes, et on est obligé de nier la réalité. Ou bien, le changement naît à l'intérieur du système, et alors la théorie est contradictoire car elle n'est pas capable d'expliquer le changement par les mêmes catégories utilisées pour l'action collective.

Au point de vue logique, le nœud central de ces difficultés se trouve, à mon sens, dans le manque de distinction entre synchronie et diachronie, entre structure et changement. Les approches auxquelles j'ai fait référence se situent d'emblée dans le changement (en le présupposant) et proposent une analyse diachronique et non structurelle de l'origine des mouvements sociaux. La même difficulté logique se retrouve dans beaucoup d'analyses marxistes qui attribuent l'origine de l'action collective à la contradiction entre forces de production et rapports de production. L'évolution des forces productives fait mûrir à un moment donné la contradiction avec les rapports de production existants. Mais d'où vient l'évolution des forces de production? Si on ne veut pas tomber dans un historicisme naïf, il faut établir un lien entre synchronie et diachronie, entre structure et changement.

L'antagonisme des classes est une dimension synchronique du système. La lutte de la classe dominée pour la réappropriation de la production sociale traverse la structure. D'où la nécessité permanente pour la classe dominante de contrôler le conflit. La coupure qui parcourt l'ordre social peut être cachée derrière l'intégration apparente de la société et peut être niée par l'idéologie dominante. Mais le système de domination doit constamment se mesurer avec la réalité du conflit s'il veut assurer les bases de sa reproduction. Si l'antagonisme est structurel dans une société de classe, la nécessité de le contrôler l'est autant.

Mais une société concrète ne coïncide pas avec un mode de production ; elle ne vit pas seulement dans la synchronie. Les rapports de classe se manifestent dans un système politique et dans des formes d'organisation sociale. Dans une société concrète, l'opposition « synchronique » des classes n'apparaît pas par des conduites « pures », mais elle doit être déchiffrée dans l'histoire et la chronologie. Du côté de la classe dominante, l'antagonisme « synchronique » prend la forme d'une action « de système » ; il ne se manifeste que rarement dans une action directe et plus constamment par les instruments de l'intégration sociale. La classe dominante n'intervient directement que quand il y a une menace explicite du système de domination. Normalement son action se manifeste par les catégories de la pratique sociale, le contrôle de l'idéologie, la manipulation répressive. Plus important est le repérage des conduites des classes dominées qui indiquent la présence « synchronique » du conflit. Il s'agit de formes d'action qui, indépendamment d'une mobilisation collective contre la domination de classes sont le témoignage embryonnaire d'une coupure dans la société, d'une non-réduction à l'unité de la domination. Ces formes de résistance qui se manifestent dans la situation de travail, dans le refus individuel ou dans la culture populaire et le folklore, constituent ce que j'appellerai des *symptômes déviés du conflit* ou des *élaborations symboliques du conflit latent*. Le caractère dévié et la fuite dans le symbole dépendent évidemment de l'action opposée, et bien plus puissante, des appareils de domination, qui empêchent, entravent, répriment constamment toute expression manifeste de l'antagonisme des classes. La présence de ces symptômes permet cependant d'affirmer l'existence synchronique du conflit, avant l'apparition de conduites, qui par la médiation nécessaire du système politique et de l'organisation, traduisent le conflit des classes dans une société concrète et indépendamment de ces conduites.

Nous sommes maintenant au problème central. Comment passe-t-on d'un conflit structurel à des conduites diachroniques qui se situent dans un système politique et une société historique ? La nécessité de contrôler le conflit oblige le système de domination à intervenir constamment sur les différents niveaux de la structure sociale pour les maintenir dans les limites de compatibilité qui correspondent aux rapports de classe fondamentaux. Les facteurs extérieurs (augmentation des échanges, changements dans l'environnement) sont aussi des éléments de déséquilibre qu'il faut contrôler à cause des effets qu'ils peuvent avoir sur l'état des rapports de classe. Donc l'action des éléments exogènes n'est jamais directe, n'opère jamais en tant que telle ; elle a un effet sur le système dans la mesure où elle peut déséquilibrer l'état des rapports de classe. Donc les facteurs extérieurs aussi provoquent des interventions aux différents niveaux du système, qui essayent de les maintenir à l'intérieur de leurs limites de compati-

lité. On produit ainsi, par *adaptation*, des *changements internes* du système politique et/ou de l'organisation sociale, aussi bien qu'une certaine *modernisation* des rapports de production. Les déplacements de l'équilibre interne à chaque niveau intéressé par les changements peuvent produire des *contradictions*. Je définis la contradiction comme une *incompatibilité entre éléments ou niveaux de la structure*. Les interventions nécessaires pour contrôler le conflit structurel peuvent créer des contradictions dans le sens de rendre le changement introduit incompatible avec d'autres éléments ou niveaux du système. La contradiction fonctionne comme un catalyseur de l'antagonisme structurel qui est latent. Elle met en mouvement des conduites collectives (diachroniques) qui réagissent à la contradiction et se chargent en même temps du conflit structurel. L'action collective et les mouvements sociaux sont l'expression du conflit des classes dans un système politique et une organisation sociale concrète.

Il faut cependant préciser le concept de contradiction. L'incompatibilité structurelle assume des significations différentes suivant le niveau auquel elle se situe. On peut parler d'incompatibilité à l'intérieur d'un niveau de la société, d'incompatibilité entre les niveaux, d'incompatibilité par rapport aux rapports de classe. Dans les deux premiers cas, la contradiction ne touche pas directement les rapports de classe. Des éléments du système politique et/ou de l'organisation sociale entrent en contradiction entre eux et peuvent mobiliser des conduites qui visent à rétablir un nouvel équilibre à l'intérieur de ces systèmes. Dans le troisième cas, des éléments du système politique et/ou de l'organisation sociale entrent en contradiction avec les rapports de classe et mobilisent des conduites qui, en partant de ces systèmes, investissent la structure même des rapports de classe. C'est dans cette perspective qu'il faut considérer les différents types de mouvements que j'ai proposés au début.

Le dernier passage de l'analyse concerne maintenant le rapport entre action collective et changement. Les conduites collectives qui se mobilisent à partir de certaines contradictions rencontrent un certain *état* de la structure (situation des rapports de classe, état du système politique et de l'organisation sociale). L'action collective qui intervient sur ces différents états peut créer des contradictions (des incompatibilités) nouvelles. Il y a donc une deuxième intervention-réponse du système de domination qui peut assumer la forme de la modernisation, de la réforme ou de la répression. Une borne fondamentale d'intervention est le développement des forces de production.

À ce point, le processus peut se résoudre par l'absorption de la poussée collective, c'est-à-dire par des nouveaux *changements internes*. Ou bien, en présence de conditions déterminées (c'est-à-dire de certains « états de la structure ») le système peut ne pas être capable d'absorber le changement. La fermeture du système politique et/ou la crise de l'organisation sociale, la formation de nouveaux groupes liés à un mode de production naissant, peuvent produire le passage d'une structure à une autre, c'est-à-dire le *changement de structure*. Ce passage peut se faire par rupture ou par transition, suivant des conditions spécifiques.

Ces quelques lignes ne font qu'esquisser une démarche théorique. Je peux conclure en observant que l'action collective est en réalité cause et effet du changement, mais dans des temps logiques et sur des plans analytiques diffé-

rents. Elle est cause, au niveau synchronique, parce que la présence du conflit qui se manifeste dans les formes déviées et symboliques de la résistance, de la révolte culturelle, du refus individuel, doit être constamment contrôlée et oblige le système à des adaptations continues. Elle est effet, dans un temps logiquement successif, parce que les adaptations du système le déséquilibrent et créent des contradictions qui produisent des conduites diachroniques dans le système politique et dans l'organisation sociale. Elle est enfin cause encore une fois, dans un troisième temps logique, parce que la poussée de l'action collective oblige le système à adapter son organisation, à reformer le système politique, à moderniser la structure productive. Ou bien, à la limite, le fait éclater et produit le passage à une nouvelle structure.

Tout ce que j'ai dit jusqu'ici montre que l'alternative entre décomposition et solidarité, entre action collective qui naît de la désagrégation et action qui naît de la solidarité, est en réalité un faux problème. Les conduites de classe ont en fait leur fondement dans le conflit structurel, mais elles sont activées par des contradictions, qui sont toujours des ruptures et des déséquilibres de l'ordre social. Dans les mouvements sociaux, il y a toujours lien de contradiction et conflit, parce qu'ils lient structure et changement. Le problème théorique est toujours celui de distinguer ces deux plans d'analyse (et les concepts qui relèvent de chacun d'eux) et ensuite d'établir leur relation.

V. LES NOUVEAUX MOUVEMENTS SOCIAUX

La question posée au départ peut être maintenant reprise en se demandant quels sont les changements de la production qui nous autorisent à parler de nouveaux conflits de classe. Par rapport à la phase industrielle du capitalisme, la production qui caractérise les sociétés avancées n'est plus seulement transformation de la nature, mais elle devient de plus en plus production des rapports sociaux et production de l'identité. Le développement des sociétés avancées est assuré par l'extension du contrôle au-delà de la structure productive, dans la consommation, dans les services, dans les relations sociales. Les mécanismes de l'accumulation sont alimentés non plus par la simple exploitation de la force de travail, mais par la manipulation de systèmes organisationnels complexes, par le contrôle de l'information et des appareils symboliques, par l'intervention dans les relations interpersonnelles. Le rôle de la science et des systèmes d'information s'accroît dans le capitalisme avancé, mais on voit se développer en même temps une capacité d'intervention et de transformation qui dépasse l'environnement naturel et se porte sur les systèmes sociaux, sur les relations interpersonnelles et sur la structure même de l'individu (personnalité, inconscient, identité biologique).

Il faut donc s'interroger, face à ces changements de la structure de la production, sur la signification des nouveaux mouvements sociaux. La production est de plus en plus non seulement transformation du milieu naturel en milieu technique, mais production de rapports et de systèmes sociaux et production de l'identité biologique et relationnelle des individus. Cette production, qui reste quand même contrôlée par une classe dominante, change la forme de l'expropriation des ressources sociales. Le mouvement de réap-

ropriation qui revendique le contrôle des ressources produites déplace donc ses enjeux sur un nouveau terrain. L'identité personnelle et sociale des individus est de plus en plus perçue comme un produit de l'action sociale, donc comme l'enjeu d'un conflit entre les exigences de manipulation des appareils et la volonté de réappropriation des individus. La défense de l'identité, de la continuité et de la prévisibilité de l'existence personnelle, deviennent les contenus nouveaux des conflits. Dans une structure où la propriété des moyens de production se socialise de plus en plus, tout en restant sous le contrôle de groupes particuliers, ce que les individus revendiquent collectivement est l'appartenance de leur propre identité, la possibilité de disposer de leur créativité personnelle, de leur affectivité, de leur existence biologique et relationnelle. Le contrôle et la manipulation des centres de la domination technocratique s'exercent de plus en plus sur la dimension du quotidien, sur la possibilité de disposer du temps, de l'espace, des relations. L'identité personnelle, c'est-à-dire la possibilité biologique, psychologique et relationnelle, d'être reconnu en tant qu'individu, est la « propriété » qu'il faut défendre et revendiquer, l'aire d'appartenance sur laquelle s'enracine la résistance individuelle et collective.

Les nouveaux mouvements sociaux luttent donc non seulement pour la réappropriation de la structure matérielle de la production, mais pour le contrôle collectif sur le développement, c'est-à-dire pour la réappropriation du temps, de l'espace, des relations, dans l'existence quotidienne des individus. Les nouvelles formes de la domination de classe s'identifient de moins en moins avec des groupes sociaux réels et coïncident avec l'impersonnalité des appareils. Les nouveaux conflits et les nouveaux mouvements ne sont pas manifestés par l'action d'une classe, en tant que groupe social identifié par une culture et un mode de vie. Dans la société de masse qui rend homogènes les modèles culturels et les modes de vie, les conflits mobilisent les catégories et les groupes qui sont investis plus directement par le développement manipulé. Le manque d'un acteur privilégié n'enlève pas à ces conflits leur caractère de luttes de classe.

Un certain nombre de traits communs aux formes récentes d'action collective semblent confirmer cette hypothèse, qui voit dans la réappropriation de l'identité la clé de lecture des nouveaux mouvements. Il y a d'abord la *fin de la séparation entre public et privé*. Celles qui étaient des aires d'échange et de récompense privées (rapports sexuels, relations interpersonnelles, identité biologique) deviennent des enjeux conflictuels et mobilisent l'action collective. En même temps le champ du public et du politique est soumis à la pression des besoins et des demandes individuelles. La naissance et la mort, la maladie et la vieillesse, deviennent des points critiques de sensibilité pour l'action collective : ces thèmes entrent dans l'aire « publique » du conflit et deviennent en même temps des objets dont on revendique la réappropriation. Sexualité et corps, loisir, consommation, rapport avec la nature, ne sont plus des lieux de récompense privée, mais des champs de résistance collective, de revendication de l'expression et de la jouissance contre la rationalité instrumentale des appareils.

Un deuxième caractère est la *superposition entre déviance et mouvements sociaux*. Quand la domination investit le quotidien, les règles de l'existence et les modes de vie, l'opposition tend nécessairement à assumer les caractères de la

marginalité et de la déviance. Dans les sociétés avancées, on multiplie les agences pour le « traitement » des demandes et des besoins sociaux qui ont un potentiel conflictuel : l'intervention publique tend à absorber les tensions et réduit les conflits à la pathologie en soumettant à des thérapies préventives ou de « réhabilitation » tous ceux qui ne rentrent pas dans la norme. Dans cette situation, la révolte sociale qui investit le mode de production et d'attribution des ressources tend facilement à se confondre avec la marginalité et la déviance, soit parce qu'elle est souvent œuvre d'une minorité, soit parce qu'elle tend à refuser la médiation réglée du système politique et devient violente, soit enfin parce que le contrôle sur l'information permet au pouvoir de stigmatiser toute conduite conflictuelle en la réduisant à une conduite déviante.

Une composante importante des nouveaux mouvements est leur *non focalisation sur le système politique*. Les nouveaux mouvements sociaux ne sont pas orientés essentiellement vers la conquête du pouvoir politique ou de l'appareil d'État, mais plutôt vers le contrôle d'un champ d'autonomie ou d'indépendance face au système. Le caractère immédiat des demandes posées, le manque d'une stratégie globale, ont été souvent reprochés aux nouveaux mouvements. Mais ces traits manifestent, à mon sens, la spécificité des nouvelles formes d'action collective. La réappropriation de l'identité de l'individu et du groupe se fait par le refus de toute médiation politique. Cela pose évidemment un problème central dans la pratique et dans le développement des mouvements.

Le particularisme est la forme spécifique de résistance à un pouvoir qui se généralise. La *solidarité comme objectif* est un autre trait des nouveaux mouvements sociaux. La lutte se centre sur l'identité du groupe, on revient à des appartenances ascriptives (sexe, race, âge, localisme) qui sont la forme de révolte à un changement dirigé d'en haut. Les mouvements ont aussi des objectifs instrumentaux et cherchent des avantages dans le système politique, mais cette dimension est secondaire par rapport à une recherche de solidarité et au caractère expressif des relations.

Il y a enfin la *participation directe* et le refus de la représentation. Si l'enjeu est la réappropriation de l'identité, toute médiation tend à reproduire les mécanismes de contrôle et de manipulation contre lesquels on se bat. D'où l'importance de l'action et de la participation directe, le caractère spontanéiste, anti-autoritaire et anti-hiérarchique de la contestation. D'où aussi le risque de discontinuité et de fragmentation qui menace constamment les nouveaux mouvements.

Ces caractères se retrouvent sous des formes diverses dans beaucoup de mouvements contemporains. Je ne peux pas, dans les limites de cet article, entrer dans l'analyse des contenus spécifiques de différents mouvements. Je me borne à signaler deux contenus qui me semblent jouer un rôle central dans plusieurs mouvements contemporains. Le premier élément est la *centralité du corps*, par exemple, dans les mouvements de femmes, de jeunes, d'homosexuels, et dans les pratiques contre-culturelles qui opposent le corps à un « discours » politique souvent stéréotypé. La signification de ce phénomène me paraît multiple. Il y a d'abord le corps-nature, la prise de conscience de l'appartenance naturelle de l'homme et donc de la possibilité de vivre son corps comme

une dimension de l'existence et non pas comme une « chute » ; ce qui veut dire en même temps possibilité de s'approprier la « nature » qu'il est. Il y a encore le corps-désir, l'acceptation des pulsions et des besoins profonds comme des composantes de l'expérience quotidienne et non pas comme des forces obscures du mal. Il y a enfin le corps-relation, la découverte de la communication et de l'affectivité, que la sexualité exprime et manifeste. Le corps dans ses différentes significations devient le lieu culturel de la résistance et du désir, qui s'oppose à la rationalisation et qui autorise le délire. Mais le corps est en même temps un enjeu sur lequel se concentrent les efforts d'intégration et de manipulation du système de domination. Une sexualité « médicalisée » et confiée aux experts, un corps devenu objet « scientifique », un *eros* réifié dans les règles de la mode et dans les exigences de l'industrie : le capitalisme avancé a besoin de ce corps-objet, privé de sa charge libidinale et agressive, de sa capacité d'eros et de délire. Le corps devient une ressource à utiliser dans la production de marchandises et dans la reproduction sociale. Il faut en accueillir les demandes, pourvu qu'elles restent à l'intérieur des exigences du développement et qu'elles n'empêchent pas l'avancement de la rationalisation contrôlée. Le corps-libido doit être neutralisé et privé de son potentiel de menace. Il n'y a pas de place pour le jeu et pour l'eros, mais seulement pour la jouissance ordonnée d'une sexualité devenue gymnastique pour orgasmes.

Le deuxième élément qui me paraît central dans beaucoup de mouvements est la présence de ce que j'appellerai une *utopie régressive à contenu religieux*. Ce phénomène est, d'un côté, une constante de l'origine de mouvements. Dans la phase de formation, le groupe définit son identité en se référant à un passé, à un mythe totalisant de la renaissance qui est souvent de type religieux. Mais il y a aussi, de l'autre côté, une spécificité du phénomène qui me paraît liée au caractère des nouveaux mouvements sociaux. Les demandes liées à l'identité et au quotidien sont de moins en moins des demandes « politiques ». D'autre part, la laïcisation croissante de la société fait que la légitimation de l'ordre ne soit plus de type sacré, mais de plus en plus liée à la rationalité instrumentale. Dans cette situation, la religion, libérée de l'appareil rituel et organisationnel des églises, peut devenir un des contenus possibles des nouveaux mouvements. Le contenu religieux, en tant que mythe totalisant sur lequel fonder l'identité, peut devenir la forme de résistance à la rationalité instrumentale des appareils de domination. L'*intégrisme* est le caractère central de l'utopie régressive : réduction de la réalité à l'unité d'un principe totalisant, négation des niveaux et des instruments pertinents de l'analyse, identification de la société entière à la solidarité sacrée du groupe. L'utopie régressive a plusieurs versions : il y a un intégrisme communautaire, un intégrisme politico-religieux, un intégrisme mystico-ascétique. Ce qui est commun à ces phénomènes est le fait que les contenus du mouvement (réappropriation de l'identité) sont transcrits dans le langage et les symboles d'un mythe totalisant de la renaissance. L'aspect régressif et évasif de ces contenus fait que les mouvements où le caractère religieux prime sur les autres soient plus facilement soumis à la manipulation du pouvoir et que la contestation se dissolve dans la fuite individuelle et dans le mythe.

VI. LA PLACE DE LA SOCIOLOGIE

La notion de nature est réintroduite dans le capitalisme avancé comme une définition culturelle des besoins, comme ce qui échappe à l'emprise du pouvoir. Elle devient une sorte de matière première « non sociale » opposée à un « social » qui arrive partout. Mais il s'agit bien d'une définition culturelle des besoins, il s'agit de la forme donnée par la culture post-industrielle aux demandes nouvelles créées par la nouvelle structure de la production. Corps, désir, inconscient, identité, sont des modes de représentation sociale de ce qui résiste dans l'individu à l'emprise et à la rationalisation. Cette reprise de la nature est donc en même temps conscience que la « nature » que nous sommes nous appartient, qu'elle n'est pas extérieure à l'action sociale : ce qui veut dire qu'on peut en disposer dans un sens opposé à celui voulu par la rationalisation des appareils. D'où l'ambiguïté de la notion de nature et de besoins telle qu'elle est utilisée par les nouveaux mouvements : elle signifie à la fois refus d'un social manipulé et contrôlé par les appareils (l'image culturelle de la spontanéité et de la pureté des besoins immédiats) et affirmation du social comme l'action qui produit consciemment l'existence et les relations des hommes (la revendication du droit à la vie, à la jouissance, au désir).

La sociologie est prise dans cette ambivalence car elle est d'abord conscience de la production de la société par elle-même; elle affirme, contre les héritages de la métaphysique et des philosophies de l'histoire, que l'action sociale produit les systèmes sociaux. Mais en même temps, quand elle n'est pas apologie de l'existant, elle est du côté des mouvements, elle en traduit les langages et les problèmes, elle est souvent engagée avec leurs enjeux. Je n'ai pas l'intention d'entrer dans le débat sur le rôle de la sociologie. Je me limiterai seulement à signaler deux tâches importantes de la réflexion sociologique.

Une sociologie des classes et des mouvements sociaux doit d'abord pousser la réflexion sur les changements dans le mode de production des sociétés capitalistes avancées, pour mieux définir la nouveauté des enjeux des mouvements sociaux. Mais plus encore il faut aller plus loin dans la recherche théorique sur les classes et leur conflit. Le problème posé au début a pour moi une importance fondamentale. Si les rapports de classes sont originaires, s'il n'y a pas un espace analytique qui les précède, la possibilité théorique de poser la question du changement de ces rapports n'existe pas. Alors la possibilité de penser, non pas à l'image mythique d'une société sans classes, mais à une intervention consciente sur les mécanismes de formation et de reproduction des classes sort du champ des questions scientifiques. Je crois au contraire que cette question a un statut scientifique et que le fait de la poser doit avoir des effets sur l'organisation institutionnelle et sur le rôle de la sociologie. Il y a une tâche d'*anticipation scientifique* à laquelle une sociologie des mouvements sociaux ne peut pas renoncer. Si le sociologue ne veut pas être le prophète de la défaite ou de l'institutionnalisation des mouvements, il doit se poser *scientifiquement* le problème du changement des rapports de classes, du contrôle sur les mécanismes de formation et de reproduction des classes, des acteurs de cette transformation. Entre l'utopie d'une société sans classes, sans conflits, pacifiée et transparente et le constat de la reproduction

des systèmes de classes, il y a peut-être l'espace pour poser la question scientifique sur la possibilité d'une société qui agit sur ces rapports de classes pour en réduire l'emprise et en contrôler la reproduction.

La deuxième question concerne les effets des nouveaux mouvements sociaux sur les méthodes et la pratique de la sociologie. Les nouvelles demandes font de plus en plus référence à l'individu, à sa dimension profonde, à ses besoins, à son inconscient. La sociologie doit intégrer dans son analyse et dans ses méthodes des problèmes qui appartenaient traditionnellement à la psychologie et à la psychanalyse. Les problèmes de l'individu et de l'inconscient sont devenus des problèmes collectifs parce qu'ils renvoient soit à la manipulation du pouvoir, soit à la forme culturelle que les nouveaux besoins se donnent. La sociologie doit arriver à formaliser dans son propre langage et dans ses catégories ces dimensions nouvelles de l'analyse. La situation est difficile parce que on assiste en même temps à une tentative inverse de la part de l'idéologie de la classe dominante. Il y a une poussée croissante à l'indifférenciation et à la réduction des problèmes au niveau de l'individu. La classe dominante essaie de psychologiser et de médicaliser le social, en absorbant par là tout potentiel conflictuel et collectif lié aux problèmes de l'identité. Il faut au contraire sociologiser l'individuel, donner aux problèmes du quotidien, des relations, de l'inconscient la dimension qui leur appartient dans une société programmée : être les enjeux de nouveaux conflits de classes.

Mais cette tâche demande un travail considérable soit sur le plan théorique, soit dans l'élaboration de méthodes d'analyse et d'intervention dans le social. Il faut faire un triage attentif dans la réalité des mouvements pour distinguer ce qui appartient aux nouveaux conflits de classes et ce qui relève des revendications et des luttes politiques. Il faut faire le même triage dans l'héritage des catégories et des méthodes de plusieurs disciplines (sociologie, anthropologie, psychologie, psychanalyse) pour produire des modes d'intervention du sociologue sur le terrain ambigu des nouveaux mouvements sociaux.

BIBLIOGRAPHIE

- DAVIES, J.C., «Toward a Theory of Revolution», *American Sociological Review*, XXVII, février 1962.
- DAVIES, J.C. (édit.), *When Men Revolt and Why*, New York, Free Press 1971.
- FEYERABEND, I.K., R.L. FEYERABEND et B.A. NESVOLD, «The Comparative Study of Revolution and Violence», *Comparative Politics*, avril 1973.
- GRAHAM, H.D. et T.R. GURR (édit.), *Violence in America*, New York, Bantam Books, 1969.
- GURR, T.R., *Why Men Rebel*, Princeton, Princeton University Press, 1970.
- MELUCCI, A., *Movimenti di rivolta*, Milano, Etas Libri, 1976.
- OBERSCHALL, A., *Social Conflict and Social Movements*, Englewood Cliffs, Prentice Hall, 1973.
- OLSON, M., *The Logic of Collective Action*, New York, Schocken Books, 1968.
- PIZZORNO, A., *Marché, démocratie, action collective*, communication non publiée, Paris, Institut d'études politiques, 1975.
- TILLY, C., *The Changing Place of Collective Violence*, dans M. Richter (édit.), *Essays in Theory and History*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 1970.
- TILLY, C., *The Rebellious Century 1830-1930*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 1975.
- TOURAINÉ, A., *Production de la société*, Paris, Seuil, 1973.
- TOURAINÉ, A., *Pour la sociologie*, Paris, Seuil, 1974.
- TOURAINÉ, A., «Les nouveaux conflits sociaux», *Sociologie du travail*, 1975, n. 1.

RÉSUMÉ

À partir des nouveaux conflits de classe propres aux sociétés industrielles avancées, l'auteur s'interroge sur les mouvements sociaux originaux qui les caractérisent aussi. Une description des principales dimensions de ces mouvements amène à y voir deux contenus privilégiés : la centralité du corps et une utopie régressive à contenu religieux. Le rôle essentiel de la sociologie face à ces phénomènes est finalement esquissé.

SUMMARY

On the basis of new class conflicts characteristic of advanced industrial societies, the author reflects on original social movements also characteristic of this type of society. A description of the principal dimensions of these movements reveals two phenomena of prime importance : 1) the central importance of the body, and 2) a regressive utopia of religious content. Finally, the essential role of sociology in relation to these phenomena is outlined.

RESUMEN

A partir de nuevos conflictos de clases propios a las sociedades industriales avanzadas, el autor se interroga sobre los movimientos sociales originales que también la caracterisan. Una descripción de las principales dimensiones de esos movimientos lo llevan a privilegiar dos contenidos : la centralidad del cuerpo y una utopía regresiva con un contenido religioso. El rol esencial de la Sociología a esos fenómenos es finalmente bosquejada.